

## Chronique de la recherche

Paul-André Linteau, Jacques Mathieu, André Sanfaçon, Jean-Paul Bernard, Michel Grenon, Céline Saint-Pierre, Denise Julien, Robert Comeau, Richard Desrosiers, Mario Dumais, Stanley Ryerson et Fernand Harvey

Volume 26, numéro 1, juin 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303168ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303168ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

### ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce document

Linteau, P.-A., Mathieu, J., Sanfaçon, A., Bernard, J.-P., Grenon, M., Saint-Pierre, C., Julien, D., Comeau, R., Desrosiers, R., Dumais, M., Ryerson, S. & Harvey, F. (1972). Chronique de la recherche. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26(1), 146–158. <https://doi.org/10.7202/303168ar>

## CHRONIQUE DE LA RECHERCHE

REVUE D'HISTOIRE URBAINE — Un nouveau périodique a vu le jour récemment. Il s'agit de *Urban history review / Revue d'histoire urbaine*. Dirigée par Del Muisse et John Taylor, cette revue est publiée par le Musée national de l'Homme avec la collaboration du département d'histoire de l'Université Carleton et du comité d'histoire urbaine de la Société historique du Canada. Elle se présente sous la forme d'un bulletin polycopié. On y trouve des textes faisant le point sur l'état de la recherche et des notes d'information. Les intéressés peuvent se procurer le premier numéro, au coût de \$0.50, en écrivant à John Taylor, Department of History, Carleton University, Colonel By Drive, Ottawa, Ontario.

LA DOCUMENTATION DU SAGUENAY — Un ambitieux projet intitulé "Inventaire des ressources documentaires du Saguenay" a été lancé récemment par André Côté et Jean-Guy Genest, professeurs d'histoire à l'Université du Québec à Chicoutimi. Il s'agit de faire l'inventaire de la documentation de portée régionale existant dans les services gouvernementaux et auprès de divers organismes. Les responsables veulent dans un deuxième temps constituer une banque documentaire. Le projet a été exposé dans *Protée*, revue du département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi (vol. 2, no 1, avril 1972).

LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE AU SAGUENAY — L'histoire de la propriété foncière au Québec est encore mal connue. Cette histoire deux chercheurs veulent la faire pour le Saguenay. Normand Séguin, du département des sciences humaines de l'Université du Québec à Chicoutimi, et Pierre Houde, du Centre de recherches urbaines et régionales de l'INRS, dirigent, en effet, une recherche qui permettra l'étude de l'occupation du sol et des mutations de la propriété foncière. Les chercheurs dépouilleront les archives du Bureau de la concession des terres du ministère de l'agriculture et de la colonisation ainsi que le fonds du Bureau de conservation des titres et des hypothèques à Chicoutimi. Une telle étude permettra de mieux connaître l'importance de l'investissement foncier et de la spéculation et le rôle du crédit. Une première version de ce projet a été présentée par G. Bouchard et N. Séguin dans *Protée* (vol. 1, no 3, décembre 1971).

THÈSES EN COURS — La Société historique du Canada vient de publier l'édition de 1972 de son *Répertoire des thèses en cours*

*portant sur des sujets d'histoire et autres sujets connexes.* Compilé par les Archives publiques du Canada ce répertoire relève 1958 titres de thèses en cours, complétées ou abandonnées. On peut s'en procurer une copie, au coût de \$1.00, en écrivant à la Société historique du Canada, Archives publiques du Canada, Ottawa, Ontario.

PAUL-ANDRÉ LINTEAU

## I

CONGRÈS DE LA SOCIETY FOR FRENCH  
HISTORICAL STUDIES

Les 24 et 25 mars dernier, se tenait, à Ottawa, la dix-huitième réunion annuelle de la Society for French Historical Studies. Parmi les excellentes communications présentées lors de cette réunion, deux portaient spécifiquement sur l'histoire canadienne. Yves Zoltvany a dressé un bilan des connaissances et des interprétations sur la nature du gouvernement en Nouvelle-France et Guy Rocher a fait le point sur le néo-nationalisme contemporain au Québec. D'autre part, la conférence de Jean Delumeau sur la mentalité religieuse des populations françaises de l'Ancien Régime a permis de prendre une bonne mesure du vaste champ d'exploration qui est à la portée des chercheurs québécois.

Plusieurs voies de recherche pour l'histoire de la Nouvelle-France se dégagent des exposés et des commentaires relatifs à l'époque moderne. Notamment, un renouvellement de la problématique de l'histoire politique et institutionnelle qui s'inspire des difficultés de fonctionnement que connaissent les grands organismes gouvernementaux ou de l'entreprise privée: problèmes de répartition des pouvoirs, de chevauchement des compétences; présence de groupes de pression qui influent sur le pouvoir, soit par action directe, soit par inertie. Un complément d'enquête sur les institutions de la colonie — en particulier la réglementation et le partage effectif des juridictions — paraît indispensable à une meilleure évaluation de la nature du gouvernement. Des précisions au niveau des relations entre les individus et l'Etat, aussi bien de l'intérieur pour les administrateurs qui ne distinguaient pas nettement le caractère privé ou public de leur charge, que de l'extérieur pour mesurer et comparer avec d'autres situations l'action de groupes de personnes sur l'administration, sont aussi nécessaires. Mieux cerner la notion de pouvoir et son application dans la réalité constitue l'objectif à atteindre.

Les récentes recherches sur le comportement religieux des masses sous l'Ancien Régime bouleversent profondément le schéma historique habituellement admis. Cette large remise en question nous fait bien sentir les grandes faiblesses de l'historiographie religieuse canadienne. Les problèmes religieux sont d'une brûlante actualité : peut-on parler d'une déchristianisation ? Vivons-nous présentement la dernière phase du christianisme ? Ce présent de mutations religieuses nous met en main les questions de base qui peuvent orienter nos enquêtes sur le sens de la spiritualité vécue par nos populations anciennes. Un constat d'abord : nous connaissons mal le catholicisme québécois. Et la "pratique", se fonde-t-elle sur une foi éclairée, sur une connaissance réelle de la doctrine ? Pour esquisser une réponse, il faut avoir mesuré l'alphabétisation de la population, le niveau d'instruction du clergé, la teneur et l'influence de la prédication, la desserte paroissiale, etc. Bien distinguer entre la foi de l'élite et celle de la masse, entre la vie religieuse profonde et le conformisme. Une religion polythéiste et syncrétique ? Une étude des dévotions et du culte des saints est fort souhaitable. L'on y décèlerait sans doute la présence tenace d'une part de magisme et de croyances superstitieuses. Un effort concerté de divers scientifiques s'impose. En somme, un secteur neuf où presque tout reste à faire, dont l'exploitation nous fournirait une dimension fondamentale de la vie en Nouvelle-France et au Canada français.

Dans son analyse à chaud du phénomène nationaliste, le sociologue Guy Rocher a présenté une série d'hypothèses de travail. Pour lui, le nationalisme contemporain au Québec se distingue nettement du nationalisme traditionnel, autant par sa nature que par le contexte de son éclosion. Il repose sur trois facteurs dominants : l'idéologie du développement, l'émergence et la frustration d'aspirations collectives, ainsi que l'approvisionnement au réservoir de motivation de la religion, malgré son dissociement officiel. La comparaison de ces facteurs avec ceux des prises de conscience d'une identité particulière par les Canadiens français pourrait soulever des points de vue fort intéressants pour les historiens et peut-être utiles aux nationalistes. Au plan social, une telle étude comparée des rapports complexes entre ces mouvements et les classes sociales situerait bien les faiblesses structurelles les plus aiguës du néo-nationalisme.

JACQUES MATHIEU  
ANDRÉ SANFAÇON

*Département d'histoire  
Université Laval*

## II

LA SOCIÉTÉ MONTRÉALAISE AU 19<sup>e</sup> SIÈCLE :  
PRÉLIMINAIRES À UNE ÉTUDE DES CLASSES  
POPULAIRES URBAINES

L'histoire de Montréal au 19<sup>e</sup> siècle est, encore aujourd'hui, assez mal connue. Peu d'historiens s'y sont intéressés et ceux qui l'ont fait, se répétant souvent l'un l'autre, présentent une image de la métropole liée aux seules classes dirigeantes. Les classes populaires ont été négligées. Et pourtant il est fondamental de les étudier pour comprendre les transformations de la société et les rapports qui s'y manifestent. Des problèmes historiques fort intéressants se posent à ce sujet. On peut se demander, en particulier, pourquoi les classes populaires urbaines à Montréal ont-elles eu, au 19<sup>e</sup> siècle, un comportement différent de celui des classes populaires urbaines en Europe ? La réponse à une telle question ne peut venir que d'une étude approfondie de l'évolution de la société montréalaise. C'est précisément l'objet du projet de recherche élaboré par une équipe du département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal.

Ce projet vise à rendre compte de la croissance démographique, de l'expansion territoriale (faubourgs, quartiers), de l'évolution des fonctions urbaines (commerce, finance, industrie, services, communications, etc.), des catégories socio-professionnelles, du phénomène du pouvoir, des représentations idéologiques et des gestes collectifs (élections, manifestations, émeutes) à Montréal, au cours du 19<sup>e</sup> siècle.

La recherche permettra de combler une lacune considérable de l'historiographie canadienne quant à la connaissance de l'évolution sociale de Montréal et du milieu urbain en général. Elle servira de base à des travaux subséquents. Par exemple, on constate que l'étude des idéologies ne peut être complète sans une connaissance approfondie de la société et des groupes sociaux qui les proposent. Une recherche comme celle-ci pourra répondre à un tel besoin.

Après un inventaire méthodique des bribes d'histoire déjà écrites, nous entendons faire l'analyse de mémoires, récits de voyages, almanachs, guides, etc., et de documents comme les contrats notariés, les inventaires après décès et les comptes rendus de procès (particulièrement aux Archives judiciaires de Montréal). La source d'information la plus riche reste toutefois

les données brutes des recensements (disponibles jusqu'en 1871), les rôles d'évaluation et les annuaires. Pour le traitement de telles données, dont le nombre est considérable, nous aurons recours à l'ordinateur, ce qui permettra d'établir plus facilement des relations de type statistique et de relier entre elles les informations relatives à l'occupation, à l'ethnie, au quartier de résidence, etc.

Il s'agit d'un projet s'étendant sur plusieurs années mais comportant des étapes nettement définies; chacune d'elles fournira des résultats pouvant être utilisés sur le champ, sans nécessairement attendre la réalisation complète du projet global. L'équipe entend d'ailleurs publier périodiquement des rapports sur l'état de ses travaux.

Bien que certains dépouillements préliminaires aient déjà été réalisés le véritable démarrage du projet de recherche se fera au cours de l'été 1972.

*Département d'histoire  
Université du Québec à Montréal*

JEAN-PAUL BERNARD  
MICHEL GRENON  
PAUL-ANDRÉ LINTEAU

## III

LES MOUVEMENTS POLITIQUES OUVRIERS  
AU QUÉBEC AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Tenant compte du fait que des travaux sont en cours sur la condition ouvrière ou sur le syndicalisme considéré globalement, ce projet de recherche veut s'attaquer à l'aspect politique de l'histoire du travail québécois en étudiant les idées et les mouvements politiques ouvriers au Québec au XX<sup>e</sup> siècle (tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des organisations syndicales).

Ce projet vise à connaître l'origine et les cheminements de la montée actuelle de la conscience et de l'expression politiques chez les travailleurs. Ceci nous amène à analyser l'histoire des mouvements politiques ouvriers — idéologies, programmes et politiques, organisations, expériences d'action électorale, rapports avec les syndicats et autres mouvements (tels les coopératives, les cultivateurs, les mouvements féminins); les mouvements politiques ouvriers face à la question nationale, — en considérant le contexte national et international de leur développement, les problèmes et les obstacles rencontrés, leurs succès et leurs échecs et surtout leur perception de ces phénomènes.

Pour ce, nous nous proposons de faire l'inventaire, le dépouillement et l'analyse des documents relatifs à ce sujet, plus particulièrement de la presse ouvrière et syndicale, des procès-verbaux et des publications des



organisations politiques et syndicales. De plus, nous comptons, dans le cadre d'un projet d'histoire orale, interviewer les témoins i.e. ceux qui ont joué à leur époque un rôle actif dans ces organisations au niveau de la définition des problèmes et de l'action.

*L'objectif ultime est de cerner les questions-clés que pose l'émergence d'une conscience et d'une expression politiques ouvrières.* Nous espérons atteindre cet objectif dans un rapport dialectique présent-passé. Quelles questions se posent présentement ceux qui œuvrent à l'organisation politique des travailleurs ? Dans le passé, quelles questions s'est-on posé et comment se sont-elles posées (définition et conscience de classe, objectifs et stratégies, etc.), quelles réponses y a-t-on apportées et quels obstacles ont surgi à l'application de ces réponses ?

Dirigée par un groupe de professeurs de l'Université du Québec à Montréal, la recherche débutera à l'été 1972.

*Département de sociologie*

CÉLINE SAINT-PIERRE

DENISE JULIEN

ROBERT COMEAU

RICHARD DESROSIERS

MARIO DUMAIS

STANLEY RYERSON

*Département d'histoire*

*Université du Québec à Montréal*

## IV

LES RECHERCHES EN COURS À  
L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES  
SCIENCES HUMAINES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

Fondé en 1966, l'Institut supérieur des sciences humaines a pour fonction de favoriser la recherche interdisciplinaire à l'Université Laval. Il est conçu comme un milieu de travail où chercheurs et étudiants trouvent un climat favorable à leurs travaux. Loin de vouloir se substituer aux Facultés, l'Institut veut les compléter par son caractère interdisciplinaire.

L'Institut supérieur s'était fixé, au départ, deux orientations d'ensemble: a) *Sciences de la culture et épistémologie*; b) *Développement et aménagement*. Ces deux sections allaient, par la force des choses, suivre des cheminements assez différents. Récemment, un mémoire présenté au vice-recteur à l'enseignement et à la recherche proposait que la deuxième section soit détachée de l'Institut supérieur des sciences humaines et constituée en centre autonome. Cette proposition a été acceptée par le Conseil de l'Université Laval.

Quant à la première section, elle poursuit, sous la direction de M. Fernand Dumont, plusieurs recherches dans le domaine de la culture et de l'épistémologie.

Un *Rapport d'étape* présenté au Conseil de l'Université Laval, en juin 1971, dresse le bilan des activités de l'Institut supérieur depuis sa fondation et fait état des recherches en cours.

Parmi les différents projets en chantier, certains sont susceptibles d'intéresser plus particulièrement les historiens. Nous les décrirons brièvement ci-dessous.

## I. MUTATION RÉCENTE DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE, 1940-1971

### *Orientation générale de la recherche*

L'Institut supérieur des sciences humaines de l'Université Laval a entrepris, il y a quelques années, une étude des idéologies au Québec de 1850 à nos jours. La première tranche de ces travaux a déjà été publiée aux Presses de l'Université Laval et couvre la période 1850-1900. Trois autres volumes, dont les matériaux sont déjà réunis, mèneront l'analyse jusqu'à aujourd'hui. Après quatre ans d'études sur les idéologies, une voie d'approche complémentaire s'imposait pour saisir en profondeur les différents mécanismes des transformations récentes de la société québécoise. D'où le présent programme de recherche qui est, comme on le verra, beaucoup plus considérable que le précédent.

Le programme est prévu pour cinq ans. Il concerne la période qui s'étend de la dernière guerre mondiale à nos jours, soit de 1940 à 1971. Cette phase de notre histoire récente a été incontestablement décisive pour la société québécoise. Les transformations politiques ont été très importantes; mais, plus en profondeur, ce sont les mœurs et les attitudes qui ont changé et qui vont retenir surtout l'attention des chercheurs. Déchristianisation, dénatalité et mutations de famille, changements dans les objectifs des mouvements sociaux: ces processus et bien d'autres feront l'objet de l'analyse. On utilisera la documentation énorme qui est disponible, mais on fera aussi large place à l'enquête orale; celle-ci permettra, en particulier, de reconstituer des "courbes de vies" pour la période concernée.

### *Problématique et démarche*

Au centre de l'analyse, nous plaçons les classes sociales et leur évolution au cours de la période. Le phénomène est assez

vaste pour servir de foyer de convergence aux investigations sur la structure économique aussi bien que celles qui porteront sur la culture.

Pendant la première phase de recherche (deux ans), on s'efforcera de déterminer les deux "extrêmes de la société québécoise" au cours de la période considérée:

a) Selon une série de coupes dans le temps, on réunira les principaux indices socio-économiques concernant le territoire québécois: traitement à la fois statistique et cartographique dont les modalités ont déjà été expérimentées à l'Université Laval (voir la description du projet no 1).

b) A l'autre pôle, on procédera à l'analyse des représentations idéologiques que s'est faite d'elle-même, au cours de ces années, la société québécoise. Nos recherches des années passées ont déjà permis de réunir là-dessus de copieux dossiers qui seront élargis à la littérature, à l'art, aux sciences humaines, etc. (voir la description du projet no 2).

c) Au cours de la première phase, nous comptons réunir les matériaux qui seront analysés dans la seconde démarche. D'une part, il nous faut recueillir des "histoires de vies" dans les diverses classes de la population pour savoir comment ces années ont été *vécues* (voir le projet no 3). D'autre part, il nous faut faire le point des études (rapports, mémoires, etc.) faites sur le Québec de la même période et pour les thèmes qui concernent directement notre problème d'ensemble (voir le projet no 4).

d) Pour la classe bourgeoise et pour le milieu paysan nous disposons déjà d'une documentation pertinente quant aux pratiques professionnelles. Pour le milieu ouvrier, les difficultés sont évidemment plus complexes: d'où la décision d'entreprendre, dès le premier stade du programme, une investigation spécifique qui devra, elle, remonter bien avant 1940 (voir la description du projet no 5).

#### Projet no 1: *L'urbanisation du Québec: 1940-1971*

Responsables: MARC-A. LESSARD et DANIEL GAY (département de sociologie)

Le projet propose une analyse de l'urbanisation du Québec non comme phénomène global mais comme processus de différenciation du territoire, de façon à pouvoir produire une carte ou une série de cartes qui révéleront les divers types de villes et de régions urbaines. Les travaux déjà faits ont suffisamment

démontré qu'il y a des types de villes différentes qui se sont développés selon des processus différents et qui ont provoqué par la suite une urbanisation particulière de leur région, petites villes, villages et campagnes. Les responsables veulent dégager clairement ces différences et particularités et les indexer pour la période 1940-1971.

Projet no 2: *Les idéologies au Québec: 1940-1971*

Responsables: FERNAND DUMONT et PIERRE ST-ARNAUD (département de sociologie), GUY GODIN (faculté de philosophie)

Dans cette recherche qui se déroulera au cours des deux prochaines années, il s'agira de recenser et de mettre en forme les représentations de la société québécoise qui ont parfois devancé et parfois consolidé les mouvements divers des événements et des opinions. La recherche sera poursuivie à trois niveaux:

a) *Les idéologies entendues au sens strict*

Journaux et revues, programmes des mouvements sociaux et des partis, "doctrines", etc. A l'Institut supérieur, des dossiers nombreux ont déjà été réunis là-dessus.

b) *La littérature et l'art*

Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de faire une histoire littéraire ou artistique, mais de dégager des œuvres les indices d'une évolution des mentalités, des attitudes, des utopies.

c) *Les sciences humaines*

Les différentes sciences humaines ont été réparties en quatre secteurs. L'histoire constitue un secteur spécifique. Pour chacun de ces quatre secteurs, on établira un bilan à trois volets: bibliographie; esquisse d'une histoire du domaine; débats qui ont fait converger travaux et discussions.

Projet no 3 : *Histoires de vies*

Responsables: NICOLE GAGNON et JEAN-PAUL MONTMINY (département de sociologie)

La perspective des responsables est l'analyse du *vécu* des Québécois afin de savoir comment les *transformations* objectives sont perçues et interprétées et comment ces mêmes transformations influencent la *vie* quotidienne, et dans quelle mesure. Le projet vise à recueillir les témoignages d'un ensemble de gens, la majorité, qui n'écrivent pas ou ne parlent pas publiquement.

Cependant ils vivent dans la société, réagissent à son évolution et souvent même influencent son orientation.

La technique utilisée sera celle des "histoires de vies". Ne présumant en rien des réflexions de l'interviewé, les responsables espèrent obtenir ses perceptions du changement survenu ainsi que la façon dont ces changements — tels qu'ils peuvent être connus par l'histoire — ont influencé sa vie quotidienne. C'est l'interprétation donnée à ces changements hypothétiques au niveau du vécu qui servira d'indicateur de mutation culturelle. Le matériel ainsi recueilli au moyen de "l'histoire de vie" permettra en outre de tracer des *courbes de vie* qui serviront de lien avec la perspective socio-économique et les autres dimensions du programme global de recherche.

Projet no 4 : *Bilan des études sur le Québec, 1940-1971*

Responsable: PETER SOUTHAM (Institut supérieur des sciences humaines)

Dans le cadre du projet général sur l'évolution de la société québécoise depuis la deuxième guerre mondiale, une série de bilans sont prévus sur un nombre de thèmes déterminés. Ces bilans permettront de faire le point sur une question, soit sous forme d'état de question à partir de travaux déjà existants, soit sous forme d'une synthèse originale.

Deux types de bilans sont envisagés: les uns portent sur certains aspects de la structure sociale (éducation, religion, famille, etc.) ; les autres sur certains groupes ou classes sociales (enseignants, professions libérales, milieux d'affaires, assistés sociaux, travailleurs, etc.). Les dossiers déjà en chantier sont les suivants:

- Enseignants et étudiants : Michel Stein (Séminaire de Québec)
- Professions libérales : Claude Corrivault (Dép. de sociologie)
- Milieu rural : Claude Beauchamp (Dép. de sociologie)
- Travailleurs \* : Jean Hamelin (Dép. d'histoire)  
Fernand Harvey (Institut sup. sc. hum.)
- Assistés sociaux : Peter Southam (Institut sup. sc. hum.)

\* Voir projet no 5.

Projet no 5: *Les travailleurs québécois, 1940-1971*

Responsables : JEAN HAMELIN (département d'histoire),  
FERNAND HARVEY (Institut supérieur des sciences humaines)

Il existe quelques études sur le mouvement syndical canadien ou québécois mais très peu sur les travailleurs. Il serait donc utile d'orienter les recherches sur la condition des travailleurs à différentes époques : dénombrement et classification, salaire, niveau de vie, conditions de travail, habitat, loisirs, caractéristiques socio-culturelles, aspirations, idéologies, etc. On ne saurait comprendre ni la naissance, ni l'évolution du syndicalisme, si on ne connaît d'abord le travailleur d'usine, dans sa famille, dans son quartier, dans la société. Faute de ces données fondamentales, les histoires du mouvement syndical sont demeurées artificielles, teintées de juridisme sans dimension ni chaleur humaines.

Les responsables du projet entendent donc étudier non seulement le mouvement ouvrier mais aussi les structures économiques et sociales de la classe ouvrière. Les recherches sur la période 1940-1971 s'inscrivent dans le cadre d'une histoire des travailleurs québécois aux XIXe et XXe siècles déjà amorcée depuis trois ans au département d'histoire de l'Université Laval. Les premiers travaux seront publiés à l'automne aux Editions Fides et concerneront la période 1850-1900. Par ailleurs, une collaboration est déjà amorcée avec des sociologues et des historiens de l'Université du Québec à Montréal intéressés à l'histoire des travailleurs.

## COLLABORATEURS ÉVENTUELS

Les professeurs ou chercheurs de l'extérieur intéressés à participer directement ou indirectement au projet général (ou à un de ses aspects) sont invités à entrer en contact avec un des différents responsables énumérés ci-haut. Différentes formes de collaboration sont possibles: séminaires en commun, recherches complémentaires, échange d'information, rencontres, etc.

## PUBLICATIONS

Au cours des différentes étapes du projet, un certain nombre de publications sont projetées. Certaines prendront la forme de bibliographies ou de textes provisoires présentés sous forme de cahiers miméographiés, d'autres auront le caractère de publications plus élaborées. Dans le cadre des publications miméographiées, trois cahiers reliés au projet sont déjà disponibles:

HARVEY, Fernand et Peter SOUTHAM, *Chronologie du Québec, 1940-1971*, coll. "Instruments de travail", no 4 (Québec, Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, 1972), 184 p. \$4.50.

HARVEY, Fernand, *Inventaire des cartes socio-économiques sur le Québec, 1940-1971*, coll. "Instruments de travail", no 5 (Québec, Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, 1972), 44 p. \$2.00.

SOUTHAM, Peter, *Bibliographie des bibliographies sur l'économie, la société et la culture du Québec, 1940-1971*, coll. "Instruments de travail", no 6 (Québec, Institut supérieur des sciences humaines, Université Laval, 1972), 86 p. \$3.50.

*En préparation:*

*Matériel pour une histoire des sciences humaines au Québec* (Denis Béland et Gaston Deschesnes) ;

*Bibliographie sur les enseignants québécois* (James Thwaites) ;

*Liste des thèses en sciences humaines concernant le Québec.*

## II. HISTOIRE SOCIALE DE LA PSYCHIATRIE AU QUÉBEC

Responsables: PIERRE LEFEBVRE, m.d. (Institut Albert-Prévost, Montréal), FERNAND HARVEY (Institut supérieur des sciences humaines, Québec)

Cette recherche se propose d'étudier l'évolution du traitement des maladies mentales au Québec en fonction du contexte social et culturel. L'aspect proprement médical de cette évolution ne nous intéresse que dans la mesure où il peut s'inscrire à l'intérieur d'un cadre plus vaste: la société au Québec au cours des XVIIIe, XIXe et XXe siècles.

Le projet se propose de dégager l'image que la société s'est faite de la maladie mentale, depuis le Régime français jusqu'à nos jours, et de retracer les structures des institutions et le type de traitement correspondant à cette image. L'évolution des perceptions face à la maladie mentale, des structures institutionnelles et du type de traitement permettra de mettre en lumière la mentalité qui constitue la toile de fond de cette évolution.

L'histoire sociale de la psychiatrie au Québec a été découpée en cinq périodes chronologiques pour les besoins de l'analyse:



- 1 — Le malade mental en Nouvelle-France et au début du Régime anglais: 1717-1801;
- 2 — Les premiers asiles et l'intervention des pouvoirs publics: 1801-1870;
- 3 — L'ère des grands hôpitaux psychiatriques: 1870-1945;
- 4 — Une époque de transition et de remise en question: 1945-1962;
- 5 — Les réformes: 1962 à nos jours.

Les chercheurs rattachés au projet auront recours principalement aux archives publiques et aux archives des institutions psychiatriques. Une série d'entrevues est également prévue auprès de psychiatres, de membres du personnel et de divers témoins de l'évolution sociale de la psychiatrie et des maladies mentales au Québec.

Le Conseil des Arts a déjà accordé une subvention d'un an pour le projet, soit d'octobre 1971 à septembre 1972. La recherche s'étendra sur une période de deux ans, soit jusqu'à l'automne 1973.

FERNAND HARVEY

*Institut supérieur des sciences humaines  
Université Laval*